

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARKEMA Mont**

Usine de Mont - Pole 1  
122, route des Pyrénées - MONT  
64300 Orthez

Références : DREAL/2026D/2263

Code AIOT : 0005202690

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement ARKEMA Mont implanté Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection intervient dans le cadre d'un exercice du Plan Particulier d'Intervention (PPI) du site d'Arkema à Mont mis en place par la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA Mont

- Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont
- Code AIOT : 0005202690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine d'Arkema Mont a été créée en 1963 pour développer des activités industrielles permettant de valoriser les produits extraits du gaz exploité sur la plateforme de Lacq. Aujourd'hui, les principales activités du site sont la fabrication de matières plastiques et le développement de procédés.

L'unité Lactame constitue le cœur de l'usine de Mont. Elle est le siège des phénomènes dangereux majeurs recensés au sein de l'établissement. Ces phénomènes dangereux sont de type « toxique », et liés aux produits utilisés pour la production de Lactame et aux réactions secondaires qu'ils peuvent initier.

Les autres unités sont les UFD (unités de fabrications diversifiées, et ses deux ateliers Orgasol et Orevac) et les unités Pilotes (dont l'atelier de fabrication de nanotubes de carbone).

L'établissement est classé SEVESO « seuil haut » en raison de la présence de produits de toxicité aiguë relevant de différentes rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées. Il est également classé au titre de la directive IED.

#### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Code de l'environnement du 10/07/2013, article L515-41	Demande d'action corrective	2 mois
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 4.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	COLLECTE DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 4.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Emulseur PFAS	AP Complémentaire du 05/09/2024, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le scénario préparé a pu être déroulé dans son ensemble, la présence d'inspecteurs sur site, en COD, en cellule expertise et en base arrière a permis d'établir les constats du présent rapport et des points d'amélioration ont été identifiés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/07/2013, article L515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail. L'exploitant tient à jour ce plan.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) datant de mai 2024 et dont la dernière mise à jour des annexes dates de juin 2025 (fiche 1.12 : tactiques d'intervention). Tous les documents relatifs aux POI, plans, annexes... sont accessibles au Poste de Commandement Exploitant (PCEx), y compris en cas de coupure électrique (document papier). Le POI à disposition au PCEx est bien la dernière version connue de l'inspection.  Le jour de l'inspection, un exercice PPI a été réalisé, le sinistre simulé est le scénario de la fiche 2.1 du POI « Transposition dans le bac tampon d'oxime » ; déclenchant, dans un premier temps une alerte de zone, puis une alerte de POI et en enfin, une alerte PPI. Ce scénario produit un nuage toxique contenant de l'Acide Chlorhydrique anhydre (HCl), du Tétrachlorure de carbone (CCl <sub>4</sub> ) et du Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> ), le périmètre de PPI est de 900 m.  Chronologie des événements du 20 novembre :  <ul style="list-style-type: none"><li>• 8h16 : Déclenchement de l'exercice</li><li>• 8h18 : Alerte de zone déclenchée</li><li>• 8h23 : Déclenchement du POI par le PCEx</li><li>• 8h28 : Les équipiers sous Appareil Respiratoire Individuel (ARI) partent de la salle de contrôle vers la zone de l'accident, ils vont ensuite réaliser le ratissage</li><li>• 8h36 : La salle de contrôle, sous les vents, est évacuée,</li><li>• 8h37 : Arrivée des pompiers Sobegi</li><li>• 8h45 : Mise en place du véhicule bi-extinction (VBE)</li><li>• 8h52 : le PCEx est informé du fait que le ratissage est effectué</li><li>• 8h55 : Arrosage type queue de paon par un canon vector</li></ul>

- 8h59 : le PCEx est informé de l'arrosage en cours
- 9h03 : Déclenchement des sirènes PPI par PCEx
- 9h17 : Message FR-ALERTE
- 9h26 : décision prise au PCA de l'arrêt de l'arrosage au profit d'un tapis de mousse mis en place (de manière simulée) par les pompiers de SOBEGI
- 9h30 : Entrée du SDIS 64 sur site
- 9h54 : Arrivée du SDIS 64 au Poste de Commandement Avancé (PCA)
- 10h47 : Nouveau message FR-ALERT
- 11h10 : Demande de fin de PPI

Au cours de cet exercice, l'inspection s'est rendue :

- dans la salle de contrôle à 8h20,
- sur le lieux du sinistre à 8h28,
- au PCA à partir de 9h00,
- au bassin de confinement "Bassin 2000" à partir de 10h20,
- puis au PCEx à 10h43.

L'inspection était aussi présente au Poste de Commandement Opérationnel (PCO), au Centre Opérationnel Départemental (COD) et à la cellule expertise.

L'exercice testé le jour de l'inspection appelle les remarques suivantes :

- lors de cet exercice, l'évacuation de la salle de contrôle était prévue dans le scénario, **l'exploitant expliquera comment est réalisé le pilotage et le suivi des installations dans ces circonstances et précisera son planning de mise en conformité à l'article 53 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 au 1er juillet 2027.**
- des problèmes de communication entre les talkies walkies ont été constatés : plusieurs pertes de signal, changement de fréquence, ... Plusieurs questions ont été posées sur le nombre de lignes à ouvrir en parallèle. Ce point avait déjà été soulevé dans le rapport du 06 octobre 2023 suite à l'inspection du 12 septembre 2023. **Des actions correctives sont attendues par l'inspection sur ce point.**
- 24 minutes se sont écoulées entre l'arrivée du SDIS 64 au poste de garde et leur arrivée au Poste de Commandement Avancé (PCA), **l'exploitant précisera comment ce délai peut-être réduit.**
- le bassin de rétention des eaux d'extinction du site n'était pas vide lors du début de l'exercice. l'exploitant a expliqué utiliser ce bassin depuis la fin de la semaine 46 pour stocker ses eaux industrielles non conformes (voir points de contrôle n°3 et 4)
- les pompiers SOBEGI et SDIS64 partis faire des mesures de toxicité au niveau de bassin de rétention et de la salle de contrôle n'étaient pas équipés de détecteur pour le Tétrachlorure de carbone (CCl<sub>4</sub>) or cette substance est une des principales substances émises sur ce scénario. **L'exploitant justifiera ou non de la nécessité d'équiper les services d'intervention de détecteurs CCl<sub>4</sub>.**
- le PCEx n'a pas pu disposer d'une bonne visibilité des opérations en cours sur le terrain. **Il serait pertinent de travailler sur des outils ou moyens permettant la remontée d'informations ou d'images au PCEx.** A défaut, des personnes ont été envoyées sur le lieux du sinistre simulé pour repérer sur plan la position des moyens de secours et d'autres dispositifs. En cas d'accident, il ne parait pas adapté d'envoyer des personnes même sous ARI dans une zone à risque toxique pour réaliser des relevés de position sur plan.

- Sur le scénario retenu "Transposition dans le bac tampon d'oxime", l'exercice a permis de mettre en avant le fait qu'il n'est pas possible d'interrompre la réaction de transposition, ainsi en fin de scénario, il reste environ 70 m<sup>3</sup> de produit à gérer. La solution évoquée par l'exploitant est de transférer ces 70 m<sup>3</sup> dans des IBC, de continuer de les refroidir et de capter les émissions gazeuses (contenant les mêmes substances toxiques que celles prévues dans le scénario d'accident). La transposition pouvant perdurer pendant plusieurs jours, la solution de gestion de la réaction et des effluents et la maîtrise du risque retenu par l'exploitant ne paraît pas réaliste. **L'exploitant justifiera de la meilleure façon de maîtriser la réaction chimique en cours et de gérer les effluents générés par ce scénario.**
- Le scénario PPI testé le jour de l'inspection a fait l'objet de simulation de distances d'effets en mode crise, en complément de celles présentes dans l'étude de dangers. Les résultats se sont avérés très différents : 900 m pour l'étude de danger et 10 km pour les simulations faites en mode crise. Afin d'objectiver cet écart et de pouvoir le justifier, **l'exploitant transmettra à l'inspection des éléments clairs à destination du public définissant les actions à mettre en place dans les différentes zones impactées. Il détaillera pour cela la nature des risques réversibles auxquelles les populations peuvent être exposées dans la zone d'effet correspondante.**
- En COD, la question de la visibilité du nuage et de son odeur a été soulevée. **L'exploitant intégrera aux documents de gestion de crise des éléments sur les valeurs d'exposition, la visibilité et les odeurs des nuages correspondant à chaque scénario.**
- La convention avec le prestataire en mesure de réaliser des prélèvements dans l'air en cas de nuage toxique précise une durée d'intervention de 4h maximum, ce délai ne paraît pas adapté au regard de la situation de crise. **L'exploitant précisera ces attentes par rapport à ce prestataire au regard de la situation de crise envisagée. De plus, l'exploitant justifiera que le prestataire dispose bien d'un accès à la zone sinistrée (notamment en cas de route bloquée par la gendarmerie) et que les moyens de sécurité mis à disposition ou prévus par le prestataire sont satisfaisants.**
- L'inspection a relevé des difficultés de communication entre le PCEx et le représentant de l'exploitant en COD, notamment pour répondre aux questions techniques posées en COD. **L'exploitant précisera les raisons de ces difficultés et les améliorations mises en place pour les pallier.**

Remarques sur le contenu des documents techniques EDD, POI et PPI :

- Une attention particulière doit être portée à l'harmonisation des noms utilisés pour désigner une substance, par exemple le CCl<sub>4</sub> peut aussi être appelé Solvane, en cas de situation de crise, avoir un seul nom par substance permet de limiter les confusions. De la même manière les termes A200 ou L12 qui désignent une même unité de production, ou ses sous-sections. De même, le terme "transposition" est à définir pour une bonne appropriation des intervenants.
- Les modélisations avec terme source et distances, pour le scénario L14 qui a été joué, ne sont pas dans l'annexe 3 de l'EDD la plus récente (les fiches scénario de la mise à jour de l'EDD). Elles ont finalement été retrouvées dans le PPI.
- Le POI fait référence à des fiches réflexe que l'on ne retrouve pas (ex la fiche réflexe n°9

<p>L12 est mentionnée dans la fiche 2.1 Tactiques d'intervention TA201).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le volume du bac tampon indiqué dans l'EDD est de 60 m<sup>3</sup> alors qu'il est noté à 50m<sup>3</sup> dans le POI.</li> <li>Des incompréhensions sont apparues en exercice concernant la composition envisagée du nuage: la modélisation évoque 60% CCl<sub>4</sub>, 20% HCl et 20% SO<sub>2</sub>, l'exploitant semble dire que cette composition est erronée et qu'il y aurait moins de CCl<sub>4</sub>. L'impact de cette composition peut être important sur le résultat de la modalisation</li> </ul> <p><b>Les documents techniques EDD et POI seront mis à jour en ce sens et transmis à l'inspection.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Arkema répondra aux demandes formulées point par point dans la partie "Constats".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Emulseur PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/09/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emulseur PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans l'attente de la suppression des PFAS dans les mousses anti-incendie, les émulseurs susceptibles d'en contenir au sens de la définition du présent article ne seront plus utilisés pour des essais ou des exercices, sauf à être strictement contenus et traités dans une filière d'élimination des déchets adaptée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les services de secours intervenant sur site ont confirmé n'avoir mis en oeuvre aucun additif lors de l'exercice PPI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une organisation adaptée permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositions sont maintenues opérationnelles en toute circonstance, peuvent être mises en œuvre localement et/ou à partir d'un poste de commande, et sont définies par consigne.</p>
<b>Constats :</b>

Comme évoqué dans le point de contrôle n°1, le bassin de rétention dit "bassin 2000" contenait des eaux de procédé au début de l'exercice. Ainsi, l'inspection n'a pas pu statuer sur la disponibilité de ce bassin le jour de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection le calcul de dimensionnement du bassin de rétention conformément à la D9A ainsi qu'un état des lieux du niveau de remplissage du bassin au début de l'exercice afin de pouvoir conclure sur la disponibilité du bassin à recevoir les eaux d'extinction du site dans le cas d'un scénario majorant.  Par ailleurs, l'exploitant justifie comment est réalisé, en cas d'accident, le suivi du volume d'eau d'extinction mis réellement en œuvre à la lutte contre l'incendie dans le but de prévenir un éventuel débordement du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : COLLECTE DES EFFLUENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, COLLECTE DES EFFLUENTS
<b>Prescription contrôlée :</b>  La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.
<b>Constats :</b>  Comme évoqué dans le point de contrôle n°1, le bassin de rétention du site dit "bassin 2000" contenait le jour de l'inspection, et depuis la fin de la semaine 46, des eaux de procédé non conformes à un envoi à la station de traitement externe (STEB) de Lacq du fait d'une concentration en Toluène supérieure au seuil convenu de 15 ppm. L'exploitant a précisé que les eaux stockées sont renvoyées petit à petit en mélange avec le reste des eaux industrielles du site de façon à respecter le seuil de concentration du Toluène. Suite à l'inspection, l'exploitant a précisé que cette pratique correspond à l'application de la MTD 11 des conclusions du BREF CWW. Par ailleurs, le jour de l'exercice, les eaux de procédé chargées en Toluène se sont retrouvées mélangées aux eaux pluviales et aux eaux d'extinction mises en œuvre (dispositif queue de paon) qui ont rejoint le bassin de rétention dit "bassin 2000". Or, l'arrivée de ces eaux dans le bassin était prévue, donc anticipable.  Rappel de la MTD 11 : <i>"Homogénéisation : Mélange destiné à homogénéiser les flux et charges de polluants en amont du traitement final des effluents aqueux. En général, le prétraitement s'effectue</i>



*le plus près possible de la source, afin d'éviter la dilution"*

Si l'exploitant ne dilue pas volontairement ses effluents, il n'a rien prévu pour empêcher leur dilution par les eaux météoriques ou en cas de détournement du réseau d'eau pluviale vers le bassin B2000. Ainsi, considérer cette pratique comme une MTD d'homogénéisation des flux ne paraît pas opportun notamment au regard des conditions de stockages (cf. supra) et de l'unité de temps (les eaux peuvent être stockées pendant plusieurs jours / semaines pour être mélangée aux eaux industrielles). La durée du stockage pourrait aussi être considérée comme une rupture de charge.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réinterrogera ses pratiques au regard de ce constat et réalisera, le cas échéant, une étude technico-économique permettant de trouver une solution alternative (exemples : traiter en interne ces effluents, demander une augmentation des VLE en toluène en prenant en compte le taux d'abattement de la STEB,...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois